



Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël et la complicité des grandes puissances, exprimons notre colère !

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intensifs du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

Un an de massacres de civils

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

L'hypocrisie des grandes puissances

Netanyahu présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un

embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahu. Quant à Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

Pas en notre nom

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires" : un bulletin politique du NPA à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.



Après les JO, retour au sous-effectif

Après la parenthèse des JO où, pour une fois, nous étions assez nombreux pour faire tourner le réseau convenablement, retour à l'anormale : des trains mal entretenus et une désorganisation permanente liée au manque de tout. Il nous faut des embauches, de l'argent pour l'entretien du réseau et du matériel. Surtout, puisque nous assurons déjà toutes les tâches, on est les mieux placés pour savoir comment organiser notre travail.

Le 1^{er} octobre n'était qu'une première pierre

Mardi dernier, nous étions appelés à la grève pour revendiquer notamment des augmentations de salaires. Si la grève n'a pas été massivement suivie en France, notre mobilisation a contraint à un plan adapté sur la ligne D, comme à Tours ou Marseille. La prochaine fois, il faudra s'organiser à la base pour y aller tous ensemble !

SNCF traque les militants syndicaux

Ce lundi, plusieurs centaines de cheminots se réunissaient devant le siège SNCF pour soutenir deux collègues, élus CSE, à qui la boîte veut faire payer leur engagement militant. Le secrétaire CGT du CSE central Réseau a reçu 12 jours de mise à pied, tandis qu'un délégué Sud-Rail au CSE Nord-Est-Normandie en a reçu 5. SNCF leur reproche notamment « *l'instauration d'un climat de tension excessif* ». Quand les patrons vont contre nos intérêts, on doit se défendre : ça n'a rien d'un crime. Abandon des charges contre nos collègues !

François Durovray, ministre anti-train ?

Pour désinvestir le ferroviaire et nous préparer à une nouvelle coupe budgétaire, le ministre des transports a déclaré dans Le Monde qu'il préférerait les cars comme « *alternative au train* ». Remplacer les trains par des cars, remplacer le fret par des camions... L'écologie selon la Macronie.

Le ministre des transports battu par un cheminot

Lors des dernières élections législatives, François Durovray se présentait dans la 8^e circonscription de l'Essonne. Et au second tour, il avait été battu par... un cheminot, notre collègue de PSE Bérenger Cernon ! Apparemment le ministre veut sa revanche, et sur notre propre terrain cette

fois, celui du monde du travail. Si on s'y met tous ensemble, on n'aura pas de mal à le faire dérailler.

Leur concurrence contre nos intérêts

Le 15 décembre prochain, 416 collègues d'Amiens seront transférés de la SNCF à... la filiale privée de la SNCF qui a récupéré le marché TER du coin ! Les mêmes collègues, qui feront le même boulot ? Pas tout à fait ! Parce que le rabotage sur les conditions de travail sera au rendez-vous, avec des amplitudes horaires augmentées et déjà une cinquantaine de suppressions de poste prévues chez les mécanos. Partout, l'ouverture à la concurrence approche. Utilisons le temps qu'il nous reste pour organiser une réponse collective.

Face à l'arbitraire patronal, résister ensemble !

La semaine dernière, George, cheminot en gare de Lyon Part-Dieu, a été radié des cadres à seulement 6 ans de la retraite. Sa faute ? Avoir bataillé pour obtenir un rapprochement familial dû par l'entreprise, saisissant même l'inspection du travail et les Prud'hommes pour faire valoir ses droits. La direction a multiplié les procédures disciplinaires où la voix d'un cadre suffit à écraser un salarié. Finalement, George a été lâchement et salement viré. Cette situation totalement inacceptable nous rappelle que seule la construction collective d'un rapport de forces peut bloquer cette machine à broyer !

A Aulnay, M.A France montre l'exemple

Les grévistes sont à plus de 170 jours de lutte et de blocage de leur site. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée, c'est raté. Depuis des semaines, la liste des sous-traitants de l'automobile menacés de fermeture ou de destructions d'emplois s'allonge : Valéo, Bosch, ZF, Imperiales Wheeles, Walor, Forvia, Continental, Plastic Omnium, Dumarey (ex-Punch Strasbourg), Novares... Stellantis voulait faire de MA France un exemple ? C'est maintenant un exemple à suivre pour lutter, ne pas rester seul, et peut-être se fédérer contre les patrons voyous.

Nouveau drame dans la Manche

Quatre personnes, dont un enfant de 2 ans, sont encore mortes dans la Manche vendredi soir, en tentant de rejoindre le Royaume-Uni. Les 50^e depuis janvier, tués par des politiques anti-immigration criminelles. Les frontières tuent, abolissons-les !

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires" : un bulletin politique du NPA à destination des cheminots de Paris Sud-Est. Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Merci de ne pas le jeter sur la voie publique.

